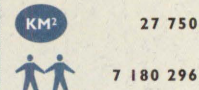




Haïti

CARAIBES

CARIBBEAN



Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd ECU (1993)

Exportations
51 135 000 ECU (1994)
café na/nd

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,97% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
57% (1995)

Taux d'urbanisation
30,40% (1993)

Située dans le tiers occidental de l'île d'Hispañola, au nord de la Mer des Caraïbes, Haïti a accédé à l'indépendance en 1804. Il figure parmi les pays les plus pauvres du monde, en dépit de richesses et d'atouts potentiels (café, bauxite, sisal, tourisme, art et culture, ressources humaines).

Haïti a adhéré à la quatrième Convention de Lomé en 1989, en même temps que la République Dominicaine, et après la mise en place d'un régime démocratique venant se substituer à la longue dictature duvalériste. Le coup d'Etat de septembre 1991 a entraîné la suspension de la coopération de l'Union européenne avec Haïti (à l'exception des opérations à caractère humanitaire) jusqu'au retour du président élu en octobre 1994 qui a permis la signature du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV dès novembre 1994.

Pendant la période trouble de 1991-1994, la population haïtienne a pu bénéficier d'aides d'urgence et d'aides alimentaires (près de 50 millions d'écus), financées à la fois sur les ressources de la Convention et sur celles du budget de l'Union européenne.

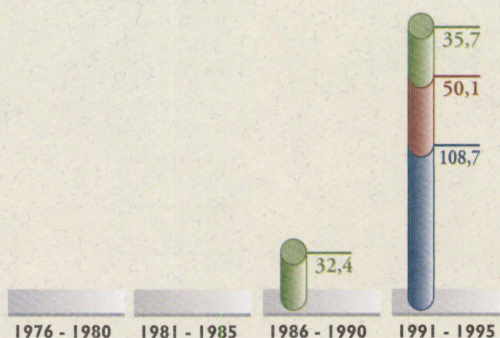
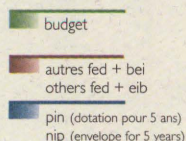
Depuis sa signature, le Programme Indicatif (108,7 millions d'écus), qui est axé principalement sur la réhabilitation et sur la construction d'infrastructures routières, a déjà permis de lancer deux programmes de réhabilitation dans les domaines des infrastructures (25 millions d'écus) et de l'énergie (16 millions d'écus). Des fonds Stabex importants (25 millions d'écus) ont également déjà été transférés, qui servent à la réhabilitation des filières café et cacao, des huiles essentielles et des équipements. Un appui de 10 millions d'écus à l'ajustement structurel est également en cours pour financer les budgets d'éducation et de santé. ECHO a également fourni 23 millions d'écus pour des actions humanitaires depuis le retour du gouvernement légitime.

En outre, 14 millions d'écus ont été prévus pour les interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 4 millions d'écus déjà engagés permettront le financement de PME.

Enfin, comme par le passé, Haïti continuera à bénéficier des autres formes d'aides financées à partir du budget de l'UE telles que les programmes de réhabilitation, la lutte contre le SIDA, le soutien à la démocratie et à la promotion des droits de l'homme, et les forêts tropicales.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Haïti

H

Economic indicators

GNP per capita
na/nd ECU (1993)

Exports
51 135 000 ECU (1994)
coffee na/nd

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
1.97% (1995)

Primary schooling rate
57% (1995)

Urbanization rate
30.40% (1993)

Located in the northern Caribbean Sea, in the western third of the Hispaniola island, Haiti achieved independence in 1804. It is one of the poorest countries in the world, despite its potential resources and assets (coffee, bauxite, sisal, tourism, art and culture, human resources).

Haiti joined the fourth Lomé Convention in 1989 at the same time as the Dominican Republic, following the establishment of the democratic regime that replaced the long dictatorship of Duvalier. The September 1991 coup led to the suspension of the European Union's cooperation with Haiti (except for humanitarian operations) until the return of the elected president in October 1994, an event which allowed the Lomé IV National Indicative Programme (NIP) to be signed in November 1994.

During the troubled period of 1991-1994, the Haitian population received emergency aid and food aid (almost ECU 50 million), both financed from the resources of the Convention and from the European Union budget.

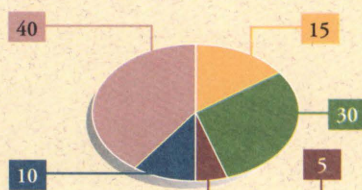
Since its signing, the National Indicative Programme (ECU 108.7 million), which is mainly concentrated on the rehabilitation and construction of road infrastructures, has already led to the launch of two rehabilitation programmes in the fields of infrastructure (ECU 25 million) and energy (ECU 16 million). Significant Stabex funds have also been transferred, and these are being used for the rehabilitation of production channels for coffee and cocoa, essential oils and equipment. Support is also foreseen for structural adjustment. 10 million ECU is underway to finance the education and health budgets. ECHO has also provided 23 million ECU for humanitarian actions since the return of the legitimate government.

Moreover, ECU 14 million has been earmarked for interventions by the European Investment Bank (EIB), in the form of risk capital, of which 4 million ECU have been allocated for loans to SMEs.

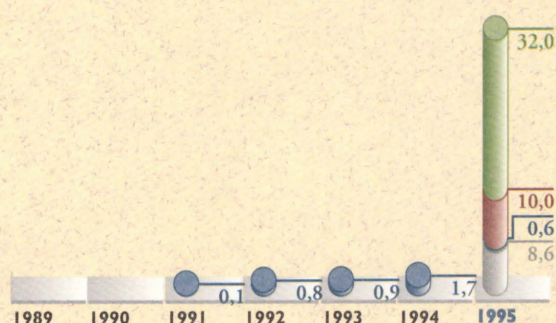
Lastly, as in the past, Haiti will continue to benefit from other forms of aid financed in from the EU's budget, including programmes for rehabilitation, the fight against AIDS, support for democracy and the promotion of human rights, and protection of tropical forests.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument







Jamaica

CARAIBES

CARIBBEAN

 10 990

 2 530 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 440 ECU (1993)

Exportations
165 625 000 ECU
(1994)

alumine	67%
bauxite	14%

Service de la dette /
exportations
20,1% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,36% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
105,6% (1995)

Taux d'urbanisation
52,82% (1993)

La Jamaïque est l'un des plus grands Etats insulaires de la Mer des Caraïbes. Indépendant depuis 1962 et doté d'un système parlementaire bipartite, le pays est un Etat démocratique.

L'économie est basée sur trois secteurs clés : le tourisme, la bauxite et la production agricole. La Jamaïque a de bons résultats dans plusieurs indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, l'alphabétisation et la scolarisation.

Après la forte croissance des années '60 et du début des années '70, le pays a dû faire face à des problèmes après le premier choc pétrolier. En 1980, les finances publiques et la balance extérieure des paiements étaient en fort déséquilibre, ce qui a mené à des programmes d'ajustement structurel développés par les institutions de Bretton Woods. Après les difficultés économiques et sociales des années '80 et du début des années '90, la situation macro-économique s'est désormais fortement améliorée. En 1994, le budget du gouvernement est en surplus et les réserves de devises sont maintenant de l'ordre de US\$ 450 millions.

La pauvreté est actuellement le problème social le plus urgent. Des solutions doivent être recherchées en améliorant les services sociaux et en diversifiant davantage l'économie.

Sous Lomé IV, la plus grande partie des fonds programmés sont consacrés au développement agricole et rural et aux infrastructures. Le Programme National Indicatif (PIN), de 49,7 millions d'écus, comprend plusieurs projets en matière de transport routier, de promotion du commerce (Programme "Objectif Europe"), de développement rural et de développement des ressources humaines. L'appui aux réformes structurelles du pays s'est, par ailleurs, élevé à plus de 7 millions d'écus, dont 2,5 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et plus de 4,6 millions provenant du PIN.

En outre, la BEI a déjà contribué, sous cette même Convention, au financement de projets dans le secteur de l'énergie et des PME, pour un montant de 45 millions d'écus sur ses ressources propres et de 5 millions d'écus au titre des capitaux à risques.

Au plan commercial, trois produits clés vitaux pour les petits paysans et travailleurs ruraux du pays – banane, sucre et rhum – bénéficient de conditions préférentielles d'accès au marché européen prévues dans les Protocoles spéciaux de la Convention de Lomé.

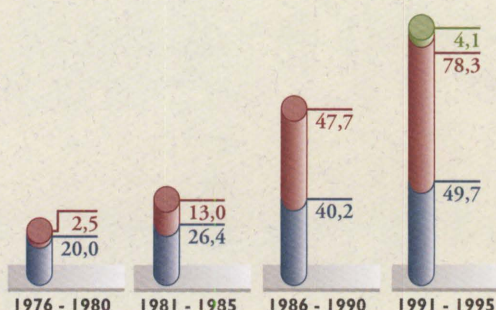
La Jamaïque figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (5 millions d'écus déjà engagés).

D'importants projets environnementaux ont été approuvés avec des fonds provenant des lignes budgétaires de l'UE créées à cet effet.

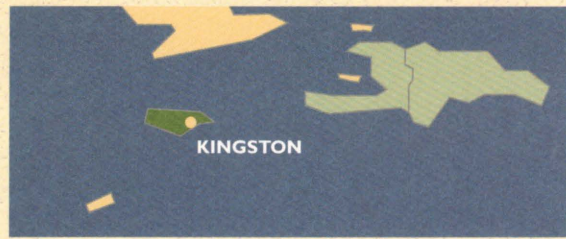
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Jamaica **J**

Economic indicators	
GNP per capita	1 440 ECU (1993)
Exports	165 625 000 ECU (1994)
alumina	67%
bauxite	14%
Debt service / exports	20.1% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	0.36% (1995)
Primary schooling rate	105.6% (1995)
Urbanization rate	52,82% (1993)

Jamaica is one of the biggest island states in the Caribbean Sea. Independent since 1962 with a parliamentary two party system, the country is a democratic state.

The economy is founded on three key sectors: tourism, bauxite and agricultural production. Jamaica scores well for different social indicators such as life expectancy, schooling and literacy rates.

After high economic growth in the 1960s and early 1970s, the country was confronted with problems after the first oil shock. The public finance position and the external balance were in severe disequilibrium by 1980, which led to structural adjustment programmes developed by the Bretton Woods institutions. After the economic and social distress of the 1980s and early 1990s, the macro economic situation has much improved. For the last few years the government budget was in surplus position and the foreign exchange reserves are now in the order of US\$ 450 million.

Poverty remains the most urgent social problem. Solutions are to be sought in improving social services and the further diversification of the economy.

Under Lomé IV, the bulk of programmed funds is devoted to agricultural and rural development and infrastructure. The National Indicative Programme (NIP) of ECU 49.7 million includes several projects in road transport, trade promotion (Target Europe Programme), rural development and credit support to the private sector. Support to the country's structural reforms amounted to ECU 7.1 million, including ECU 2.5 million under the Structural Adjustment Facility (SAF) and more than ECU 4.6 million from the NIP.

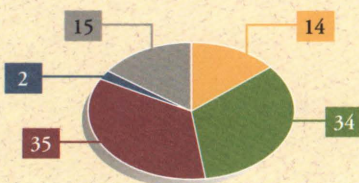
Furthermore, under the Convention, the EIB also contributed to the financing of projects in the energy and SME sectors, with up to ECU 45 million from its own resources and ECU 5 million in the form of risk capital.

As regards trade, three key products that are vital to small farmers and the country's rural workers – bananas, sugar and rum – benefit from Lomé's special protocols, which guarantee preferential access to the European market.

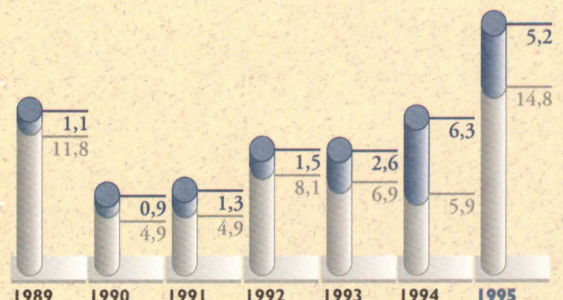
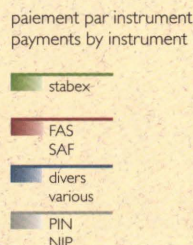
The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 also benefit Jamaica's banana sector; and help to improve productivity and quality (ECU 5 million so far).

Some important environmental projects have been approved from the European budget lines.

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7 paiement par instrument payments by instrument





Kenya

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 580 370

30 522 301

Indicateurs économiques

PNB par habitant
270 ECU (1993)

Exportations
725 622 000 ECU
(1994)
thé 22%
café 19%

Service de la dette /
exportations
27,99% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
4,2% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
95% (1995)

Taux d'urbanisation
26,06% (1993)

Le Kenya, dont le relief s'élève progressivement de l'Océan Indien jusqu'à 1700 mètres d'altitude vers Nairobi, est constitué au nord et au nord-est de régions arides et semi-arides. Avec un taux annuel de 3,5 à 3,8%, la croissance démographique du pays est l'une des plus importantes du monde.

Après son accession à l'indépendance, en 1963, le pays a connu durant les années 70 et le début des années 80, un développement économique basé sur l'autosuffisance alimentaire, les exportations agricoles et les services. Devant la détérioration de la situation économique à la fin de la décennie 80, le Kenya a adopté un programme de réformes économiques qui a reçu une assistance extérieure jusqu'en 1991, laquelle a été interrompue faute de progrès suffisants en matière politique et économique. Depuis lors, un système de multipartisme a été introduit et des élections ont été organisées en 1992. Dans le domaine économique, une politique de réformes a été engagée avec détermination.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 et s'est concentrée sur le développement rural, un meilleur équilibre entre les régions rurales et urbaines, ainsi que sur l'infrastructure routière dans le cadre du Programme régional visant à améliorer les liaisons avec les pays voisins enclavés. Plus récemment, la priorité a été accordée au développement des ressources naturelles et à l'appui au Programme de réforme du secteur céréalier. D'importantes aides alimentaires ont également été fournies au pays à la suite de vagues de sécheresse.

Le Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (140 millions d'écus) est axé sur le secteur céréalier (deuxième Programme de réforme), le développement des terres arides et semi-arides les plus pauvres, la préservation de la faune et des forêts, ainsi que sur le soutien au secteur privé, aux microprojets et aux infrastructures économiques et sociales. Le faible taux de déboursement à mi-parcours de Lomé IV, et les nouvelles conditions économiques, ont conduit à une révision du PIN et à une réorientation des ressources disponibles vers les secteurs possédant une plus grande capacité d'absorption de l'aide. Le PIN revu a été signé à Nairobi le 26 juin 1995.

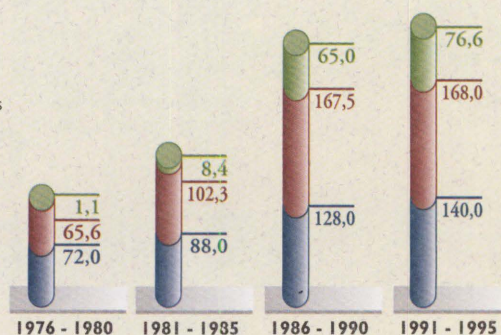
Le développement agricole et rural, et avant tout le secteur du café, est également appuyé par les transferts importants attribués au titre du Stabex. Le Kenya a également reçu des aides alimentaires et aux réfugiés significatives, ainsi que des aides d'urgence en faveur des victimes de la sécheresse et des troubles civils. Le pays a par ailleurs bénéficié des fonds de coopération régionale alloués à l'Afrique de l'Est, principalement par le biais d'un soutien aux programmes de plusieurs institutions régionales basées sur son territoire et par l'appui à des projets routiers reliant le Corridor Nord.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement contribue, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs pour un montant important, dont plus de 30 millions d'écus ont été approuvés ou signés à ce jour au titre des capitaux à risques, et 35 millions au titre de ses ressources propres.

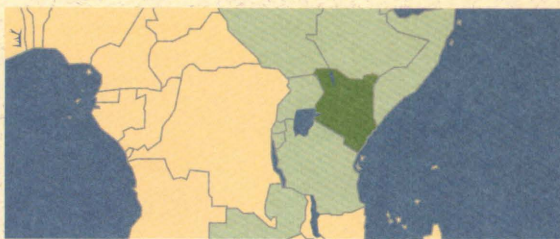
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others


 Kenya **K**
Economic indicators

 GNP per capita
270 ECU (1993)

 Exports
725 622 000 ECU (1994)
tea 22%
coffee 19%

 Debt service / exports
27.99% (1993)

Social indicators

 Population growth rate
4.2% (1995)

 Primary schooling rate
95% (1995)

 Urbanization rate
26.06% (1993)

Kenya is made up of semi-arid and arid regions in the north and north-east, with a relief rising from the Indian Ocean to 1700 metres around Nairobi. With an annual growth rate of 3.5 to 3.8% per year, Kenya has one of the fastest growing populations in the world.

After achieving independence in 1963, economic development of the country during the 1970s and early 1980s was based on food security, agricultural exports and services. Owing to the worsening economic situation in the late 1980s, Kenya adopted a programme of economic reforms which was supported by external assistance until 1991, but suspended that year due to lack of progress in the political and economic fields. Since then a multiparty system has been introduced and elections were held in 1992. In the economic field, a policy of reform has been resolutely launched.

European Union assistance began in 1975, concentrating on rural development, a better rural-urban balance and on road infrastructure in connection with the Regional Programme aimed at improving links for landlocked neighbouring countries. More recently, priority was given to natural resources and support to the Cereals Sector Reform Programme (CSR). Significant amounts of food aid were also provided for drought relief.

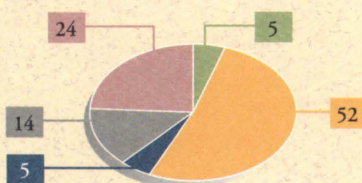
The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) – ECU 140 million – concentrated on the cereal sector (CSR II), development of the poorest arid and semi-arid lands, conservation of indigenous forests and wildlife, support to the private sector, microprojects and economic and social infrastructure. The low rate of disbursement at the mid-term of Lomé IV, and the changing conditions of the economy, led to a review of the NIP and a reorientation of available resources to sectors with the highest absorption capacity. The revised NIP was signed in Nairobi on 26 June 1995.

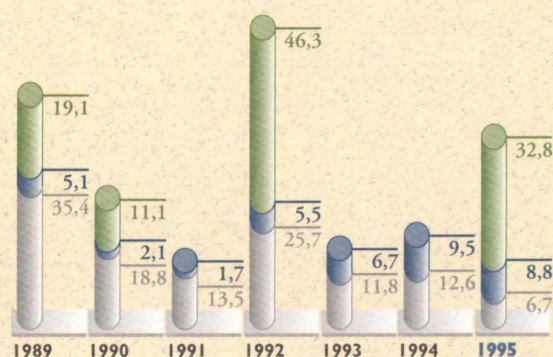
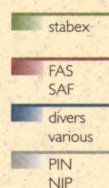
Assistance to agriculture and rural development is also being provided through important Stabex transfers targeted at the coffee sector. Significant food and refugee aid was also provided, as well as emergency assistance to victims of drought and civil troubles.

Kenya has benefited from the regional cooperation funds provided to Eastern Africa, mainly through support to programmes of a number of regional institutions hosted by the country and through road projects linked to the Northern Corridor.

Moreover, the European Investment Bank contributes, through the resources it manages, to the financing of projects in production sectors up to a substantial amount, of which more than ECU 30 million have been approved or signed so far in the form of risk capital, and 35 million from its own resources.

 FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

 FED
EDF 4-5-6-7

 paiement par instrument
payments by instrument




Kiribati

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

730



79 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
710 ECU (1993)

Exportations
1 004 000 ECU (1994)
coprah 80%
poisson 20%

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,6% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
35,26% (1993)

Indépendant depuis 1979, Kiribati est composé de trente-trois îles coralliennes éparpillées sur une surface de 3,6 millions de km² au centre de l'Océan Pacifique.

Le manque de ressources naturelles, particulièrement forestières, minérales et en rivières figurent parmi les handicaps majeurs auxquels se heurte le développement de Kiribati. Les mauvaises conditions d'exploitation des sols limitent les possibilités de développement agricole, et l'archipel est de plus exposé à des périodes de sécheresse. Les vastes distances séparant les différentes îles sont source de grandes difficultés en ce qui concerne l'administration et les communications. Le rythme de croissance de la population constitue également un autre aspect problématique ainsi que le manque de main-d'œuvre qualifiée.

L'aide de l'Union européenne à Kiribati a démarré lorsque l'île a rejoint le Groupe des pays ACP en 1979, au cours de la période d'application de la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), qui se sont élevés à près de 20 millions d'écus, ont été centrés sur un certain nombre de projets significatifs: la réhabilitation du réseau téléphonique, la fourniture de bateaux de pêche au thon, ainsi que la poursuite du développement des télécommunications.

Dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (1991-1995), Kiribati dispose de 6 millions d'écus au titre du PIN, et 1 million d'écus est également prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.

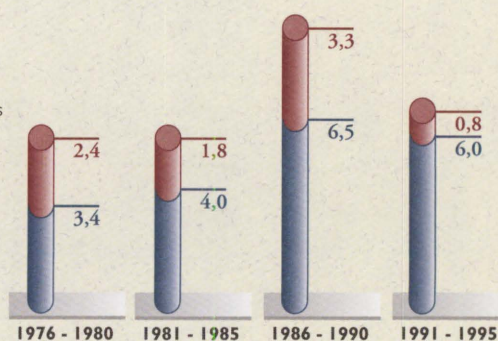
Le pays a soigneusement équilibré sa stratégie de développement entre le soutien aux infrastructures de base et l'appui aux secteurs productifs. Ainsi, sous Lomé IV, les secteurs de concentration de l'aide sont le développement de l'exploitation des ressources naturelles, les transports et communications, ainsi que la formation. En ce qui concerne le domaine des ressources naturelles, la priorité a été donnée à l'exploitation des ressources halieutiques non-traditionnelles, telles que les algues. Les projets envisagés dans le secteur des communications visent à maintenir et améliorer les liaisons avec les îles de la Ligne Nord et la vaste région du Pacifique.

Par ailleurs, depuis Lomé I, Kiribati a reçu des transferts au titre du Stabex pour un montant s'élevant à 7 millions d'écus pour le coprah, dont 625 000 écus durant les quatre premières années d'application de Lomé IV.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Kiribati



Economic indicators

GNP per capita
710 ECU (1993)

Exports
1 004 000 ECU (1994)
copra 80%
fish 20%

Debt service / exports
na/nd

Social indicators

Population growth rate
2.6% (1995)

Primary schooling rate
na/nd

Urbanization rate
35.26% (1993)

An independent country since 1979, Kiribati comprises thirty three coral islands which are dispersed over 3.6 million km² in the central Pacific Ocean.

Amongst the major constraints on development in Kiribati is the lack of natural resources such as forests, minerals or fresh water. Very poor soil conditions limit agricultural development, and the archipelago is also exposed to periodic drought. The huge distances between component islands create severe administrative and communication difficulties. Population growth is also another source of concern, as is the shortage of a skilled workforce.

European Union assistance to Kiribati started when the country joined the ACP countries Group in 1979 during the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes (NIPs), which amounted to ECU 20 million, focused on several major projects: rehabilitation of the telephone network, provision of tuna fishing vessels and further telecommunications development.

In the framework of the fourth Lomé Convention (1991-1995), ECU 6 million has been made available to Kiribati within the NIP and ECU 1 million has also been made available through European Investment Bank in the form of risk capital.

The country has been carefully balancing its development strategy between infrastructure development and productive activities. The main sectors of intervention under Lomé IV are therefore the development of natural resources exploitation, transport and communications, and training. In the natural resources area, priority is given to the exploitation of non-traditional marine resources such as seaweed. Projects in the communication sector are geared to maintaining and improving air links with Northern Line Islands and the wider Pacific region. In addition, an integrated Training Programme has been launched to provide the country's key economic and social sectors with sufficient and appropriately skilled manpower.

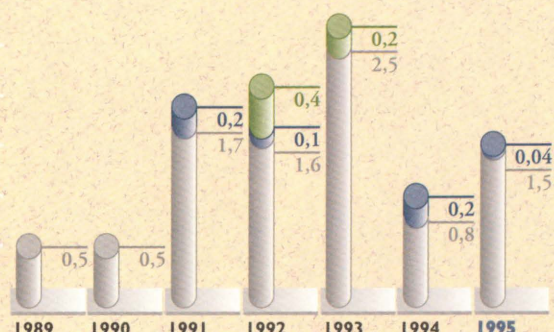
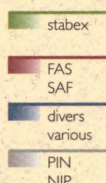
Since Lomé I, Stabex transfers amounting to ECU 7 million have been allocated in respect of copra, of which ECU 625 000 transferred during the first four years of Lomé IV.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument



Lesotho

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

30 350

1 977 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
650 ECU (1993)

Exportations
19 865 000 ECU (1994)
produits manufacturés
produits alimentaires

Service de la dette /
exportations
5,54% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,49% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
108,1% (1995)

Taux d'urbanisation
21,62% (1993)

Indépendant depuis 1966, le Lesotho, petit pays montagneux entièrement enclavé dans la République Sud-Africaine, est membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA).

Avec les élections de mars 1993, le pays soumis à des gouvernements autoritaires et militaires depuis 1970, est revenu à un régime démocratique. Après une période de trouble, marquée par le conflit entre le nouveau gouvernement et l'armée, le calme est revenu, grâce notamment à l'appui de trois Etats voisins (Afrique du Sud, Botswana et Zimbabwe).

Comme un bon nombre de pays de la région, le Lesotho est traditionnellement dépendant du commerce et du marché de l'emploi sud-africains: les transferts financiers d'environ 120 000 nationaux employés dans le secteur minier sud-africain représentent 40% du PNB du pays. Les cultures de base poussent sur les basses terres arables (9% de la surface totale), alors que les moutons et les chèvres représentent l'activité principale en montagne. Le tissu industriel primaire du pays, relativement étroit, s'est développé depuis les années 1980.

Le commerce du Lesotho avec l'Union européenne est limité: il représente 27% de ses exportations (principalement de la laine, du mohair, des produits manufacturés) et 1,3% de ses importations.

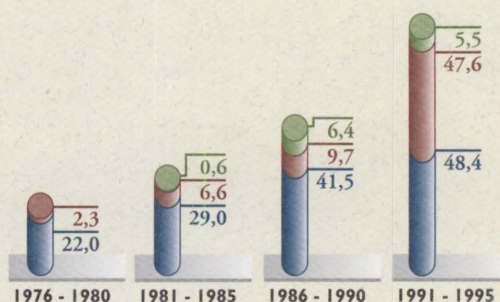
L'aide de l'Union européenne sous les quatre Conventions de Lomé s'est concentrée sur le soutien au projet hydraulique dans la haute région montagneuse du pays. Plus récemment, sous Lomé IV (dont le Programme Indicatif National s'élève à 48,4 millions d'écus), le projet hydroélectrique de Muela a bénéficié d'un appui important (dont 34 millions d'écus financés à partir du programme indicatif national, 10 millions d'écus à partir du programme indicatif régional de l'Afrique australe et 15 millions d'écus sous forme de capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement). L'eau représente en effet la seule ressource naturelle jusqu'à présent inexploitée, et va par conséquent faire l'objet de travaux d'adduction en vue d'être vendue à la République Sud-Africaine.

L'assistance européenne intervient également en soutien au développement rural, aux infrastructures des transports et des communications et aux projets sociaux. Les fonds de contrepartie générés par les ressources allouées au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel de Lomé IV (18,8 millions d'écus) sont utilisés pour appuyer des interventions dans les secteurs sociaux.

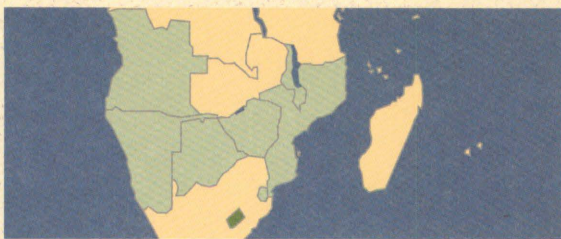
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Lesotho



Economic indicators

GNP per capita
650 ECU (1993)

Exports
19 865 000 ECU (1994)
manufactured products
food products

Debt service / exports
5.54% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.49% (1995)

Primary schooling rate
108.1% (1995)

Urbanization rate
21.62% (1993)

Independent since 1966, Lesotho, a small mountainous country landlocked and entirely surrounded by the Republic of South Africa, is a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA).

With the elections in March 1993, the country which had been governed under military rule since 1970 returned to a democratic form of government. A period of unrest followed the elections marked by conflicts between the government and the army. Calm has since returned notably with the support of three neighbouring states (South Africa, Botswana and Zimbabwe).

Like many countries in the region, Lesotho has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment: remittances by 120 000 national workers employed in South Africa's mines account for 40% of the country's GNP. Staple food is grown on the lower arable lands (9% of the total area), whereas sheep and cattle farming are the main activities in the higher lands. The small industrial base of the country has expanded since the 1980s.

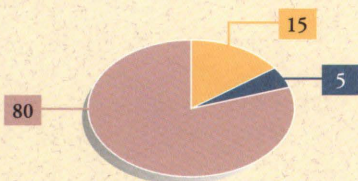
Lesotho's trade with the European Union is limited: 27% of its exports (mainly wool, mohair, manufactured products) and 1.3% of its imports.

European assistance under the four Lomé Conventions has been concentrated on support to the Lesotho Highlands Water Project. More recently, under Lomé IV (which has a National Indicative Programme which amounts to ECU 48.4 million), the Muela Hydroelectric Power Project benefited from substantial support (of which ECU 34 million financed from the national indicative programme, ECU 10 million from the regional indicative programme for Southern Africa and ECU 15 million in the form of risk capital managed by the European Investment Bank). Water is indeed Lesotho's only hitherto unexploited resource, and will thus be diverted for sale to South Africa.

Rural development, transport, communications and social projects are also included under European assistance. Counterpart funds generated by the resources allocated under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 18.8 million) have been used to support intervention in the social sectors.

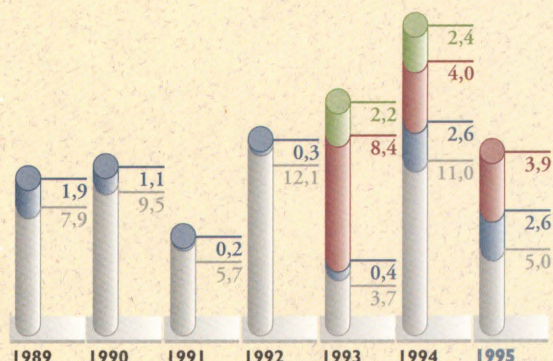
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Liberia

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 97 750

2 759 714

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd

Exportations
598 256 000 ECU
(1994)
nd

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,22% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd

Taux d'urbanisation
43,84% (1993)

Situé en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'océan Atlantique, et entouré par la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, le Liberia est un pays fertile doté de ressources naturelles considérables, en particulier caoutchouc, minerai de fer, forêts et métaux précieux.

Le Liberia est resté politiquement stable depuis sa création, en 1847, jusqu'en 1981. Cependant, des troubles sociaux grandissants et la tentative de coup d'Etat en 1989 ont débouché sur une période de guerre civile durant laquelle près d'un tiers de la population a pris la fuite vers les pays voisins. Toute activité économique et sociale normale a cessé dans le pays.

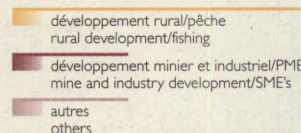
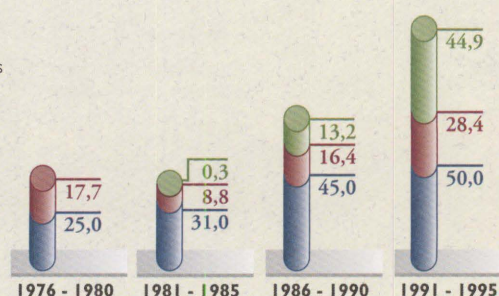
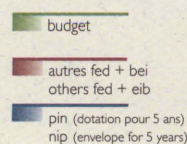
Les espoirs de paix et de retour à la stabilité qui reposaient sur l'application de l'Accord d'Abuja signé en août 1995 par les principaux chefs de factions n'ont pas été réunis jusqu'à ce jour.

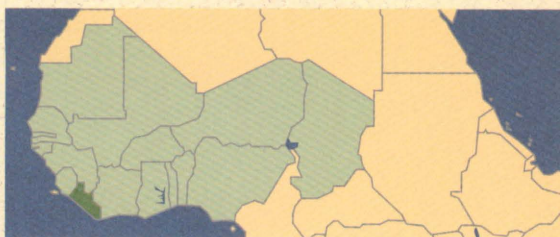
Avec l'arrêt complet des activités de service public et du gouvernement durant la guerre civile, les actions traditionnelles de développement ont été interrompues. En conséquence, depuis 1990, l'aide européenne au Liberia est essentiellement orientée vers des opérations humanitaires, et un contrôle renforcé a été institué afin que l'aide parvienne aux personnes nécessiteuses de façon équilibrée et équitable. Environ 150 millions d'euros d'aide humanitaire ont été fournis par l'Union européenne pour la période 1990-1995, dont la majeure partie a été acheminée par des organisations non-gouvernementales européennes.

En mars 1994, un important programme de réhabilitation de 25 millions d'euros a été approuvé en vue d'une mise en oeuvre immédiate. Des projets dans les domaines de la santé, de l'approvisionnement en eau et en intrants agricoles et des infrastructures de transport ont été financés ainsi que la reconstruction du secteur de l'éducation. Des mesures d'assistance à la réintégration des anciens combattants et au retour au pays des réfugiés et personnes déplacées sont à négocier avec les autorités et les organismes respectifs.

FED + budget

dotations en millions d'euros
allocations in ECU million





Liberia **L**

Economic indicators

GNP per capita	na/nd
Exports	598 256 000 ECU (1994)
	na
Debt service / exports	na/nd

Social indicators

Population growth rate	2.22% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	43.84% (1993)

Situated in West Africa, on the Atlantic, and surrounded by Sierra Leone, Guinea and Côte d'Ivoire, Liberia is a fertile country with considerable natural resources, especially rubber, iron ore, forestry and precious metals.

Liberia remained politically stable between its establishment in 1847 up until 1981. However, growing social unrest in 1989 led to a period of civil war in which nearly one-third of the population fled as refugees to neighbouring countries. All normal economic and social activity in this country has ceased.

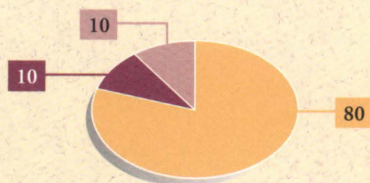
Hopes for peace and a return to stability which laid in the ABUJA Agreement signed in August 1995 by the main faction leaders, have not so far been met.

With the total disruption of public services and government during the civil war, normal development operations came to a standstill. The European Union's assistance to Liberia, since 1990, has therefore been concentrated on humanitarian operations and on ensuring that aid reached those in need in a balanced and fair manner. Around ECU 150 million of humanitarian assistance was provided by the European Union during the period 1990 to 1995. Most of this was channelled through European non-governmental organisations.

In March 1994, a major rehabilitation programme of ECU 25 million was approved for immediate implementation. Projects in the health, water supply, agricultural inputs and transport infrastructure sectors have been supported, as have efforts to rehabilitate the education sector. Measures to assist the reintegration of ex-combatants and the resettlement of displaced people and refugees are under negotiation with the relevant authorities and agencies.

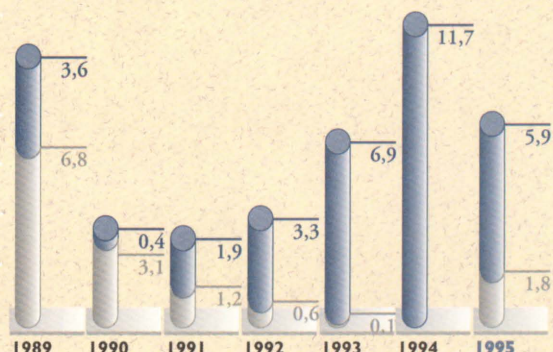
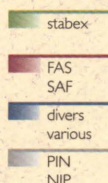
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Madagascar

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KMP 587 040

14 155 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
220 ECU (1993)

Exportations
233 790 000 ECU
(1994)

épices	27%
café	23%

Service de la dette /
exportations
14,32% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,31% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
92,3% (1995)

Taux d'urbanisation
25,78% (1993)

Cinquième île du monde de par sa taille, indépendante depuis 1960, Madagascar bénéficie de conditions géographiques et climatiques variées et dispose d'une richesse en ressources naturelles qui constituent des atouts pour son développement. Depuis son indépendance, Madagascar a connu trois républiques dont la dernière, instituée en septembre 1992 suite aux mouvements de contestation populaire de 1991, a permis la mise en place d'un régime démocratique. Celui-ci a mis fin, avec les élections présidentielles de février 1993, à seize ans de politique autoritaire.

Le déclin économique de l'île depuis les années 1980, conjugué à une forte croissance démographique, a fait de Madagascar l'un des pays les plus pauvres du monde. Les difficultés dues à cette dégradation affectent tous les domaines de la vie économique et sociale: infrastructures, éducation, santé, finances publiques, efficacité de l'administration. Les tentatives de réformes entreprises depuis 1987 et les récents succès de la zone franche industrielle et touristique n'ont cependant pas permis, jusqu'à présent, de compenser les pertes subies par les autres secteurs, notamment celui des exportations traditionnelles (café, vanille). La désorganisation croissante de l'administration et les difficultés liées au processus de démocratisation en cours, ont en outre conduit à la suspension des programmes d'ajustement structurel, alors que l'ampleur de l'endettement (114% du PIB) et la pénurie de devises constituent des contraintes majeures pour le pays.

Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), soit près de 260 millions d'écus, ont été principalement consacrées au développement agricole et rural avec comme objectif l'autosuffisance alimentaire, et à l'appui aux infrastructures de transport.

Le PIN de Lomé IV, qui s'élève à 130 millions d'écus, maintient ces deux grands secteurs d'intervention, tout en donnant la première priorité aux transports et communications (routes et aéroports), le développement rural (sécurité alimentaire, diversification de la production, appui aux organisations paysannes) passant au second rang. Un accent plus important que par le passé est mis sur l'appui aux secteurs sociaux, particulièrement en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines et une attention particulière sera apportée à l'appui au secteur privé dans les prochaines années.

En dehors des fonds programmés, Madagascar a bénéficié de transferts au titre du Stabex: plus de 70 millions d'écus jusqu'à présent, depuis Lomé I, pour compenser des pertes de recettes à l'exportation notamment du café, de la vanille et du girofle. Sur financement du budget de l'Union européenne, l'île s'est vue allouer une aide de 1,2 million d'écus destinée à soutenir le processus démocratique, et plus de 39 millions d'écus sous la forme d'aides alimentaires sur la période 1976-1994.

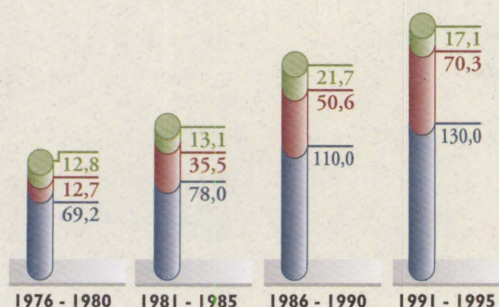
Les interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, qui ont représenté sous Lomé IV un montant de 12 millions d'écus entre 1991 et 1995, se sont concentrées sur le développement de l'aquaculture, secteur productif en pleine expansion.

Madagascar figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. Le pays bénéficie également des avantages des accords de pêche signés avec l'Union, dont le dernier a été renouvelé pour trois ans en 1995 et comporte des paiements annuels de 725 000 écus.

FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Madagascar M

Economic indicators

GNP per capita
220 ECU (1993)

Exports
233 790 000 ECU
(1994)

spices 27%
coffee 23%

Debt service / exports
14.32% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.31% (1995)

Primary schooling rate
92.3% (1995)

Urbanization rate
25.78% (1993)

The fifth biggest island in the world, and independent since 1960, Madagascar is blessed with a variety of geographic and climatic conditions and is rich in natural resources, which together provide invaluable assets for its development. Since independence, Madagascar has known three republics of which the last one, instituted in 1992 after the civil uprisings of 1991, has led to the setting up of a democratic regime. This put an end, with the presidential elections of February 1993, to 16 years of authoritarian regime.

The economic decline of the island since the 1980s, combined with strong demographic growth, has made Madagascar one of the poorest countries in the world. Difficulties due to this degradation affect every aspect of its economic and social life: infrastructure, education, health care, public finances and administrative efficiency. Reforms attempted since 1987, however, and recent successes with the industrial free zone and tourism, have not yet allowed Madagascar to offset losses suffered by other sectors, notably in traditional exports (coffee, vanilla). Moreover, weaknesses in the administrative management of the country and the difficulties linked to the current democratisation process have led to the suspension of structural adjustment programmes, whereas the size of indebtedness (114% of GNP) and the shortage of currency constitute major constraints.

In the framework of the first three Lomé Conventions, National Indicative Programme (NIP) resources, which consist of almost ECU 260 million, were mainly dedicated to agricultural and rural development, aimed at achieving the objective of food self-sufficiency, and to support for the establishment of transport infrastructures.

The Lomé IV NIP, which amounts to ECU 130 million, maintains both the two main sectors for intervention, while giving first priority to transport and communications (roads and airports) and second priority to rural development (food security, diversification of production, support for farming organisations). Support for social sectors is being emphasised more than in the past, especially as far as enhancing the value of human resources is concerned.

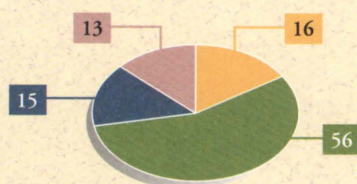
Outside programmed funds, Madagascar has benefited since Lomé I from more than ECU 70 million in Stabex transfers, mainly to compensate it for losses of earnings in coffee, vanilla and sisal exports. The Island was allocated ECU 1.2 million under European Union's budget to support the democratic process, and more than ECU 37 million in food aid between 1976 and 1993.

Risk capital interventions from the European Investment Bank (EIB), which represented under Lomé IV a total of ECU 12 million between 1991 and 1995, were concentrated on developing fish farming, a sector of production now in the full throes of expansion.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994 will also benefit the Madagascar's banana sector in helping to improve productivity and quality. The country also has advantages from the fishing agreements signed with the Union, of which the last one was renewed for three years in 1995 and comprises annual payments of ECU 725 000.

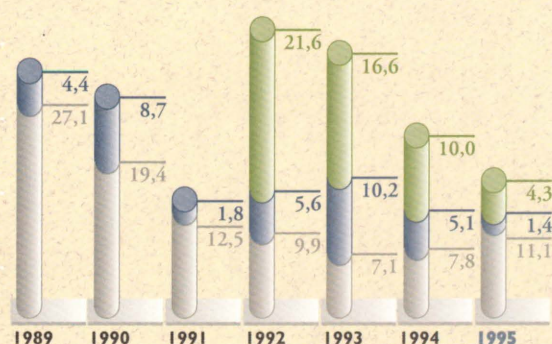
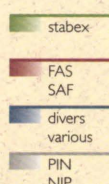
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Malawi

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

118 480

9 787 831

Indicateurs économiques

PNB par habitant
200 ECU (1993)

Exportations
65 883 000 ECU (1994)
tabac 80%
thé 10%

Service de la dette /
exportations
21,98% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,45% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
65,6% (1995)

Taux d'urbanisation
12,82% (1993)

Le Malawi figure aussi parmi les pays les plus pauvres du monde. Sécheresse, érosion des sols, répartition inégale des terres, forte augmentation de la population, faibles ressources du sous sol, coût élevé des transports constituent les contraintes majeures du développement.

Indépendant en 1964, le pays a connu jusqu'en 1994, un régime de parti unique. Suite à de fortes pressions des donateurs extérieurs ayant conduit à quasiment geler toutes aides non humanitaires, le pays s'est engagé dans un processus de démocratisation. Les premières élections présidentielles et parlementaires pluripartites se sont tenues en mai 1994 et le pays a depuis lors un gouvernement démocratique.

Le Malawi est un pays essentiellement rural, doté d'un secteur économique moderne de taille réduite. Après une forte croissance économique dans les années 1960 et 1970, la situation économique s'est détériorée à la fois en raison de facteurs externes (guerre civile au Mozambique, augmentation des coûts de transport, détérioration des termes des échanges), et à cause de la pression démographique sur les terres arables et les ressources naturelles disponibles.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération entre l'Union européenne et le Malawi s'est concentrée sur le développement rural et les infrastructures de transport. Cela devait se poursuivre dans les prochaines années. Des actions spécifiques ont également été menées dans plusieurs autres secteurs (énergie, santé, éducation, développement des petites entreprises).

La plus grande partie des fonds alloués au Malawi l'a longtemps été au titre des ressources programmées des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs: 250 millions d'écus pour les trois premiers et 124,2 millions d'écus pour le quatrième. Toutefois, le poids des ressources non-programmées du FED s'est progressivement accru et, sous la Convention de Lomé IV, ces ressources (qui comprennent en particulier un appui important aux réformes d'ajustement structurel, 40,4 millions d'écus) et celles émanant du budget européen (aide alimentaire et aide aux réfugiés) dépassent le montant des fonds programmables.

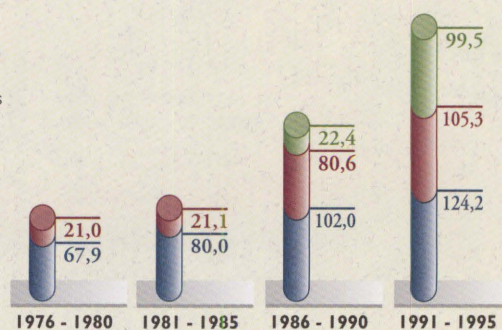
Près de 30 millions d'écus ont été engagés, sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, notamment pour le financement du projet d'adduction d'eau de Blantyre.

D'importantes actions ont aussi été menées en faveur des réfugiés mozambicains et à la suite des sécheresses récurrentes. Pour l'année 1995, 60 000 tonnes de maïs ont été fournies pour aider les populations affectées par la sécheresse et des actions complémentaires (programme de protection forestière, amélioration de semences) sont financées sur le PIN et le fonds de contre partie de l'aide alimentaire. Diverses actions sont déjà financées en vue d'appuyer le processus de démocratisation et d'autres sont planifiées.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
autres
others



Malawi **M**

Economic indicators

GNP per capita
200 ECU (1993)

Exports
65 883 000 ECU (1994)
tobacco 80%
tea 10%

Debt service / exports
21,98% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.45% (1995)

Primary schooling rate
65.6% (1995)

Urbanization rate
12.82% (1993)

Malawi ranks among the poorest countries in the world. Recurrent droughts, soil erosion, inequitable land distribution, booming population growth, lack of mineral resources and high transport costs for imports and exports, are among the major constraints for development.

Malawi achieved independence in 1964, and until 1994 had experienced a one-party system. Following strong pressure from donors resulting in a freeze of non-humanitarian aid, the country is embarked on a process of democratisation. Multiparty and presidential elections were held in May 1994, and the country has had a democratic government since then.

Malawi is basically a rural country with a very small and modern economic sector. After vigorous economic growth in the 1960s and 1970s, the economic situation has deteriorated both because of external factors (civil war in Mozambique, soaring transport costs, deteriorating terms of trade), and because of populations pressure on land and natural resources.

The European Union's cooperation with Malawi has focused since the first Lomé Convention on rural development and transport, which will continue to be supported also in the coming years. Specific actions were also undertaken in several other sectors (energy, health, education, small businesses). The bulk of resources has been channelled through the National Indicative Programmes: ECU 250 million for the first three, and ECU 124.2 million for the fourth one. Nevertheless, the weight of non-programmed resources has progressively grown, and under the Lomé IV Convention, such resources (including, in particular, an important support for structural adjustment reforms of ECU 40.4 million) and EU budget funds (food aid and refugee aid), exceed the programmable funds.

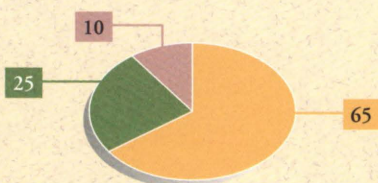
Moreover, about ECU 30 million has been committed, under Lomé IV, through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, particularly for a water supply project in Blantyre.

Major actions have also been devoted in the past to Mozambican refugee relief and continuous support is given to counteract the effects of recurrent droughts. In 1995, 60 000 tons of maize were delivered to help the population affected by the drought and complementary actions (agroforestry programme, import and multiplication of improved seed) were financed via the NIP and the counterpart funds of food aid.

Various actions have already been implemented to support the process of democratisation and others are planned.

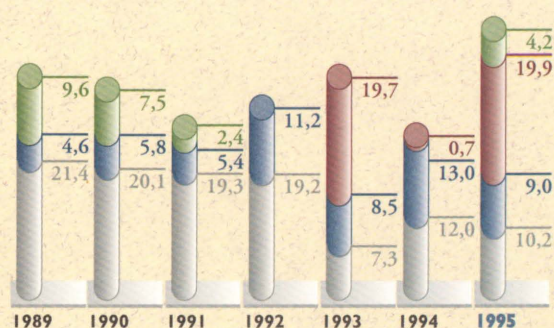
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Mali

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE
SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 240 190
10 797 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
270 ECU (1993)

Exportations
160 403 000 ECU
(1994)

coton 43%
bétail 29%

Service de la dette /
exportations
6,13% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,18% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
23,8% (1995)

Taux d'urbanisation
25,72% (1993)

Indépendant depuis 1960, le Mali est un vaste pays sahéien au territoire enclavé et partiellement désertique. Relativement peu peuplé, il n'a connu jusqu'à présent qu'un faible développement.

La période passée a été marquée par des problèmes budgétaires ainsi que par des difficultés socio-politiques particulières avec des populations septentrionales. Depuis 1992, le Mali a néanmoins réussi à mettre en place une démocratie pluraliste et a procédé, dans le cadre d'un programme d'ajustement, à des adaptations souvent difficiles. La relative pénurie de terres arables constitue, pour une économie fondée sur l'agriculture, un handicap insuffisamment compensé par le potentiel de la partie méridionale du pays et de la vallée du Niger. Les échanges extérieurs sont très dépendants du coton et de l'élevage, mais des gisements aurifères recèlent un potentiel de mise en valeur.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National de 154,9 millions d'écus met l'accent sur l'appui au développement rural, le secteur des infrastructures routières ainsi que sur la promotion des petites et moyennes entreprises. Il intervient, en outre, dans d'autres domaines tels que la santé et l'aide à la balance des paiements pour un montant de plus de 25 millions d'écus. Par ailleurs, les fonds alloués au Mali au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel – 55,8 millions d'écus environ – ont permis de mener des actions en faveur de la santé, de l'éducation primaire et de l'allègement de l'endettement de l'Etat. Ils ont également été utilisés pour soutenir les mesures post-dévaluation du Franc CFA. Des transferts au titre du Stabex ont été octroyés en 1990 et 1991 en faveur du coton, pour des montants limités (alors que ceux-ci ont atteint plus de 10 millions d'écus sous Lomé I et II, et plus de 20 millions d'écus sous Lomé III).

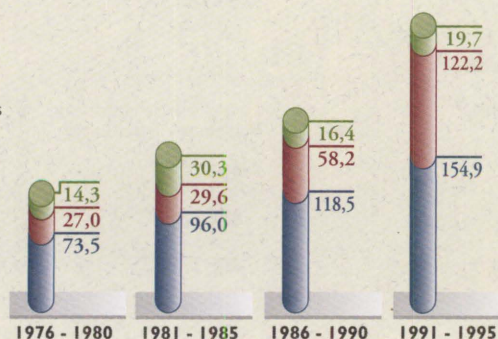
Le Mali a été également bénéficiaire d'aides financières de substitution à l'aide alimentaire visant la restructuration du secteur des céréales (4,5 millions d'écus entre 1990 et 1993). Des aides spécifiques ont été aussi allouées en faveur des populations du Nord du Mali, et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG) ont permis de mettre en oeuvre des opérations ponctuelles d'aide alimentaire et des projets à caractère social. Une partie des fonds de contrepartie générés par les aides directes (à l'importation, Stabex) de Lomé III ont contribué, en 1991, au financement du coût des élections démocratiques.

En outre, 19 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 16 millions sont déjà engagés. A ce montant s'ajoute un financement de 35 millions d'écus sur ressources propres (mine d'or à Sadiola).

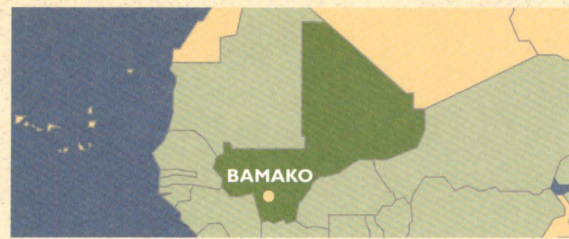
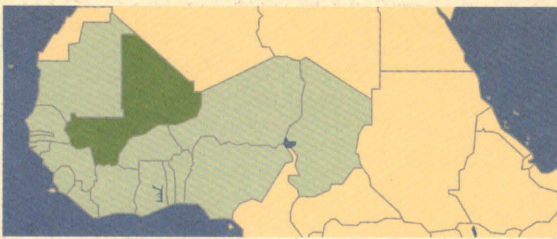
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others

Mali **M**

Economic indicators

GNP per capita
270 ECU (1993)

Exports
160 403 000 ECU
(1994)
cotton 43%
livestock 29%

Debt service / exports
6,13% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.18% (1995)

Primary schooling rate
23.8% (1995)

Urbanization rate
25.72% (1993)

Independent since 1960, Mali is a vast Sahelian country whose territory is landlocked and partly desert. It is relatively sparsely populated, and has only experienced weak development to date.

The past has been characterised by budgetary problems and by socio-political difficulties particular to the populations in its northern regions. Nevertheless, since 1992 Mali has succeeded in setting up a multi-party democracy and continued, in the framework of an adjustment programme, to adapt under often difficult circumstances. The relative shortage of arable land, for an economy based on agriculture, is a handicap insufficiently compensated for by the potential in the southern part of the country and the Niger Valley. External trade is very dependent on cotton and livestock farming, although gold deposits could be exploited.

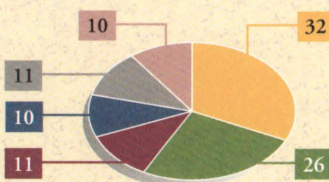
Under Lomé IV, the National Indicative Programme amounting to ECU 154.9 million emphasises rural development support and road infrastructures, as well as the promotion of small and medium-sized enterprises. Furthermore, it intervenes in other areas, such as health care and balance of payments support to the tune of more than ECU 25 million. Funds allocated to Mali under the Structural Adjustment Facility (about ECU 55.8 million) have allowed it to act on health care, primary education and to alleviate the State indebtedness. They were also used to support measures following the devaluation of the CFA Franc. Stabex transfers were granted in 1990 and 1991 for cotton, but the amounts were limited (although the latter totalled more than ECU 10 million under Lomé I and II, and more than ECU 20 million under Lomé III).

Mali also received financial aid in place of food aid to help restructure the cereals sector (ECU 4.5 million between 1990 and 1993). Specific aid has been allocated to northern Mali populations, and non-governmental organisation (NGO) co-financing is earmarked for punctual food aid operations and projects of a social nature. Part of the counterpart funds generated by direct aid from Lomé III (for imports, Stabex) helped to finance democratic elections in 1991.

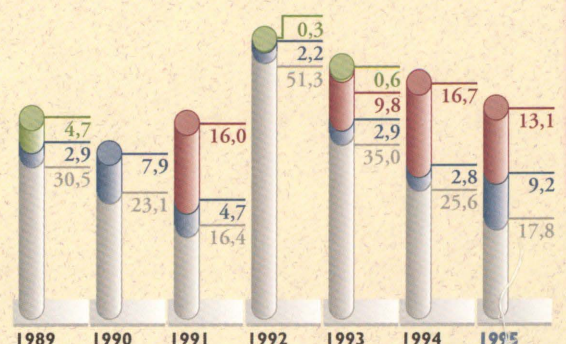
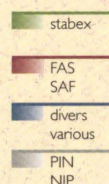
Moreover, ECU 19 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital, of which 16 million has already been committed. Financing of ECU 35 million from EIB's own resources was added to this sum (gold mine in Sadiola).

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Mauritanie

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 025 520

2 335 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
500 ECU (1993)

Exportations
247 881 000 ECU
(1994)
poisson 56%
minerai de fer 36%

Service de la dette /
exportations
27,22% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,86% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
55,2% (1995)

Taux d'urbanisation
51% (1993)

Pays en grande partie désertique de l'Afrique de l'Ouest, peu peuplé, la Mauritanie reste sur le plan économique fortement dépendante de ressources naturelles limitées – pêche et minerai de fer principalement. Les principales activités économiques se résument en effet à l'industrie de la pêche autour du port de Nouadhibou, l'extraction minière dans le Nord et l'exploitation du potentiel agricole et de l'élevage dans la vallée du fleuve Sénégal. Par sa situation géographique, la Mauritanie est un trait d'union entre l'Afrique noire et le Maghreb. Elle est par conséquent un membre actif des organisations internationales de ces deux régions.

Après l'indépendance en 1960, la Mauritanie a longtemps connu un régime de parti unique. Une ouverture démocratique s'est ensuite opérée avec la promulgation de la constitution en 1991, les élections présidentielles de janvier 1992, les élections législatives en mars 1992 et les élections municipales au début de 1994.

Depuis Lomé I, la Mauritanie a bénéficié de près de 550 millions d'écus d'aide européenne, y compris les dotations de Lomé IV. Pour Lomé IV, l'aide programmable est constituée d'un PIN de dont le montant a été porté à 65,9 millions d'écus, ainsi que d'environ 24,6 millions d'écus en appui à l'ajustement structurel.

En outre, 11 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, qui s'ajoutent aux 15 millions d'écus déjà approuvés sur ressources propres.

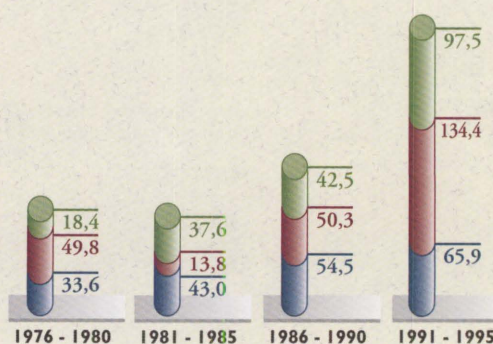
Les domaines de concentration du PIN 7^{ème} FED sont les infrastructures et le développement rural. Le soutien au titre de l'ajustement structurel a fait l'objet d'un Programme Général d'Importations, dont les fonds de contrepartie générés sont essentiellement utilisés en appui au secteur de la santé publique et à l'entretien routier. La Banque Européenne d'Investissement intervient surtout dans le secteur minier.

Sous Lomé IV, la Mauritanie d'une part a bénéficié des transferts Stabex au titre du produit «calmars, seiches et poulpes» pour un montant d'environ 15,5 millions d'écus et d'autre part a obtenu une subvention de 58 millions d'écus au titre du Sysmin ce qui permettra à la société minière SNIM de poursuivre un programme d'amélioration de sa compétitivité.

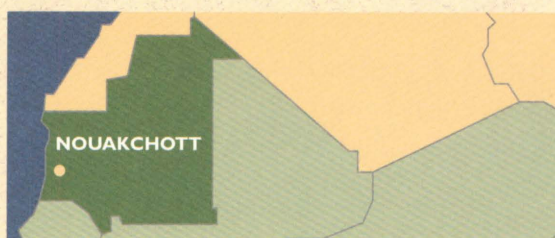
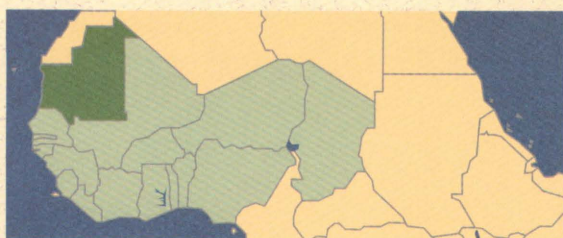
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Mauritanie



Economic indicators

GNP per capita
500 ECU (1993)

Exports
247 881 000 ECU (1994)
fish 56%
iron ore 36%

Debt service / exports
27.22% (1993)

Social indicators

Population growth rate
2.86% (1995)

Primary schooling rate
55.2% (1995)

Urbanization rate
51% (1993)

A mostly semi-arid, sparsely-populated country on the West African coast, Mauritania has limited natural resources on which it is still dependent – fish and iron ore – and remains strongly dependent on these two sectors. Its principal economic activities are epitomised by the fishing industry around Nouadhibou, mining extraction in the north and the exploitation of agricultural potential and live-stock breeding in the valley of the Senegal River. Mauritania's geographic position forms a link between Black Africa and the Maghreb. As a result, it is an active member of international organisations of both these regions.

Following its independence in 1960, Mauritania was for a long time ruled by a single party. Democratic changes then took place with the promulgation of a constitution in 1991, presidential elections in January 1992, legislative elections in March 1992 and local elections at the beginning of 1994.

Since Lomé I, Mauritania has received more than ECU 550 million of European aid, including Lomé IV grants. Under Lomé IV, the NIP of the seventh EDF provides for ECU 65.9 million and about ECU 24.6 million for structural adjustment support.

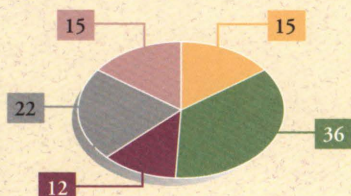
Moreover, ECU 11 million has been foreseen through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, which is adding to the ECU 15 million already approved from its own resources.

The areas where the Indicative programme of the 7th EDF is being concentrated are infrastructure and rural development. Structural adjustment support is provided for a General Import Programme, from which counterpart funds generated are earmarked for supporting the public health sector and road maintenance. The European Investment Bank participate especially in the mining sector.

Under Lomé IV, Mauritania has benefited from Stabex transfers totalling about ECU 15.5 million. They were for "squid, cuttlefish and octopus". On the other hand it has obtained a grant of ECU 58 million on Sysmin transfers which helped the mining company to improve its production.

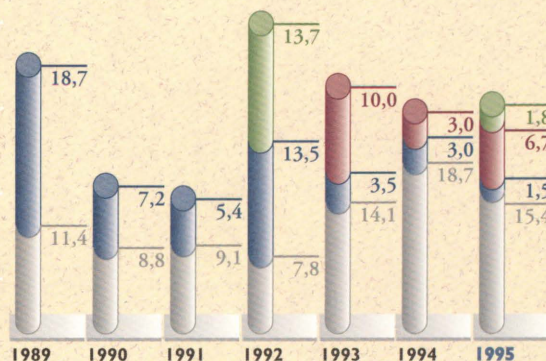
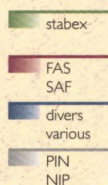
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Mauritius

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM²

2 040



1 130 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
3 030 ECU (1993)

Exportations
649 391 000 ECU
(1994)
industrie 30%
sucre 10%

Service de la dette /
exportations
5,95% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0,89% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
104,8% (1995)

Taux d'urbanisation
40,56% (1993)

Terre volcanique située dans l'Océan Indien, dominée par des pics montagneux et entourée de récifs coralliens, la république de Maurice est une démocratie, et l'a toujours été depuis l'indépendance acquise en 1968. Tout en demeurant au sein du Commonwealth, l'île est devenue une république en 1992. Ce pays dont l'économie dépendait encore de la monoculture de la canne à sucre il y a vingt ans figure aujourd'hui dans le groupe des pays en développement à revenu intermédiaire et est souvent cité comme modèle dans le domaine du développement.

Toutefois, nonobstant son succès, l'économie du pays reste caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale, en raison de ses trois composantes: l'industrie d'exportation de la zone franche (produits textiles essentiellement), le sucre et le tourisme. Le futur de l'île dépend de la modernisation de son industrie, du maintien de la compétitivité de sa zone franche, et de la préservation de son attrait touristique étroitement lié à la conservation de l'environnement.

La coopération avec l'Union européenne remonte à 1977. De la première à la quatrième Convention de Lomé, les ressources allouées à l'île au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'élèvent à plus de 100 millions d'écus sur vingt ans. Mais l'île a réussi à maximiser les autres opportunités offertes par la Convention, et particulièrement celle de l'adhésion au Protocole sucre annexé à la Convention. Les prix garantis à l'exportation de l'essentiel de la production mauricienne de sucre sur le marché européen lui rapportent près de 100 millions d'écus par an, qui font de l'île le premier pays ACP bénéficiaire du Protocole. Maurice a aussi bénéficié d'un appui au titre du programme spécial de protection de l'environnement dans les pays en développement financé sur le budget de l'Union européenne.

Dans le cadre de Lomé IV, le programme indicatif national est doté de 34 millions d'écus, dont 60% environ sont destinés au développement rural et à la diversification agricole. L'environnement, les infrastructures et la formation constituent les autres secteurs de destination de l'aide programmée.

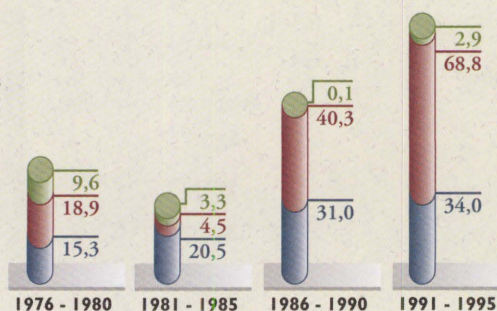
Depuis Lomé I, Maurice a bénéficié d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de plus de 110 millions d'écus, dont 94 millions au titre des prêts sur ressources propres et plus de 16 millions en capitaux à risques. Ces interventions ont permis la réalisation de projets dans le secteur public comme privé, dans des domaines aussi divers et vitaux que les infrastructures (production d'énergie, adduction d'eau et assainissement), le développement des PME et des grandes industries exportatrices ou de substitution aux importations.

Son adhésion aux valeurs démocratiques, le consensus entre les différentes ethnies et sa brillante performance économique font de Maurice un modèle de coopération ACP-UE.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Mauritius



Economic indicators

GNP per capita
3 030 ECU (1993)

Exports
649 391 000 ECU
(1994)
industry 30%
sugar 10%

Debt service / exports
5.95% (1993)

Social indicators

Population growth rate
0.89% (1995)

Primary schooling rate
104.8% (1995)

Urbanization rate
40.56% (1993)

A volcanic land in the Indian Ocean, dominated by mountainous peaks and surrounded by coral reefs, Mauritius has been a democracy since achieving independence in 1968. Although the country is still part of the Commonwealth, the island became a republic in 1992. This country's economy was dominated by the single crop farming of sugar cane up until 20 years ago. Today, Mauritius ranks among the group of intermediate-revenue developing countries and is often held up as a model in the field of development.

However, notwithstanding its success, the country's economy is still characterised by a strong dependence on the world economy, due to its three main components: exporting industry from the free zone (mainly textile products), sugar and tourism. The future of the Island depends on the modernisation of its industry, maintaining the competitiveness of its free zone, and preserving its attractiveness to tourists – which is closely linked to environmental conservation.

Cooperation with the European Union dates back to 1977. From the first to the fourth Lomé Convention, resources allocated to the Island under National Indicative Programmes (NIPs) totalled more than ECU 100 million over 20 years. But the Island has succeeded in maximising other opportunities offered by the Convention, including in particular membership of the Sugar Protocol which is annexed to the Convention. Guaranteed prices for the export of the major part of Mauritian sugar production to the European market bring in almost ECU 100 million a year for Mauritius: as a result, it benefits more than any other ACP country from the Protocol. Mauritius has also received support from the special programme for the preservation of the environment in developing countries financed under the European Union budget.

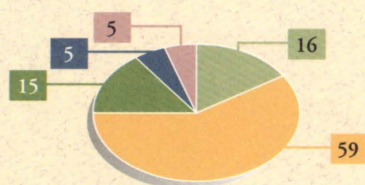
In the framework of Lomé IV, the National Indicative Programme has been allocated ECU 34 million, of which about 60% is devoted to rural development and agricultural diversification. The other sectors for intervention under programme aid funds are the environment, infrastructure and training.

Since Lomé I, Mauritius has benefited from more than ECU 110 million through intervention from the European Investment Bank (EIB), including ECU 94 million from the Bank's own resources and more than ECU 16 million in risk capital. These interventions have allowed projects in the public and private sectors, in areas as diverse and vital as infrastructure (energy production, water purification and supply), the development of SMEs, and large export industries and industry relating to the substitution of imports.

Thanks to its democratic values, the consensus between the different ethnic groupings and its outstanding economic performance, Mauritius has become a model of ACP-EU cooperation.

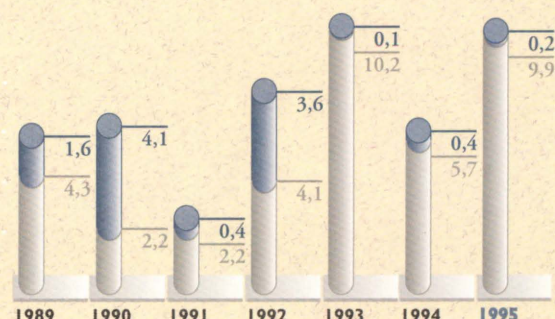
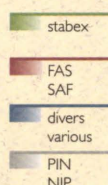
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Mozambique

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

801 590

16 359 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
90 ECU (1993)

Exportations
174 222 000 ECU
(1994)
crevettes
noix de cajou

Service de la dette /
exportations
20,56% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,39% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
66,3% (1995)

Taux d'urbanisation
31,24% (1993)

Indépendant depuis 1975, le Mozambique est un très vaste pays maritime bordé par près de 3000 km de côtes. La diversité de ses zones climatiques lui permettent d'avoir un potentiel agricole diversifié en plus de ressources minières prometteuses. En outre, sa position dans la région lui permet de tirer profit d'importantes ventes de services aux pays voisins enclavés.

Après un long conflit civil, la signature d'un accord de paix a eu lieu en octobre 1992 et avec l'accord de tous les partis politiques, une loi électorale a été votée en 1993. L'année 1994 a vu se consolider le processus de paix par la tenue d'élections présidentielles et parlementaires et l'installation d'un gouvernement issu d'un parlement pluraliste.

Du fait de la cessation des hostilités, la coopération avec l'Union européenne a été marquée par une diminution sensible des programmes d'urgence et une accélération notable des engagements sur Lomé IV, au titre de la réhabilitation. En ce qui concerne Lomé III, presque 100% du Programme Indicatif National (de près de 160 millions d'écus y compris le programme spécial dette) ont été engagés et la plupart des projets sont en voie d'achèvement.

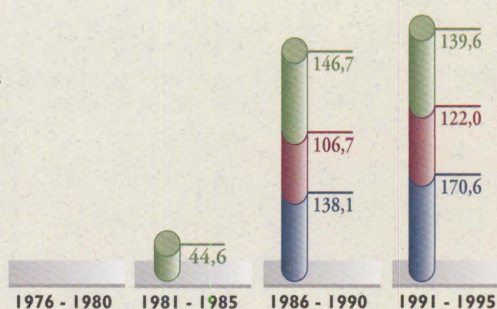
Parmi les actions qui ont été décidées en 1994, sous Lomé IV, on peut citer l'appui à l'organisation des élections (22 millions d'écus) et l'appui au retour au pays des déplacés et démobilisés ainsi que leur réinsertion (11 millions d'écus). Au niveau du Programme Indicatif National en 1995 (170,6 millions d'écus) un projet de réhabilitation du système hospitalier a été approuvé avec également un soutien au programme national de lutte contre le SIDA ainsi qu'un programme de fourniture d'électricité et le développement du tourisme.

En outre des interventions de la Banque Européenne d'Investissement ont été approuvées au titre des capitaux à risques pour un montant de 32,4 millions d'écus, qui s'ajoutent à 20 millions d'écus de prêts également approuvés sur ressources propres. Un soutien à l'ajustement structurel a aussi été financé pour un montant de 30 millions d'écus.

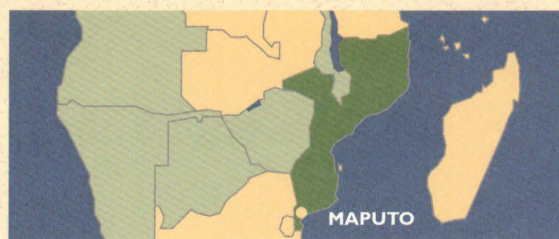
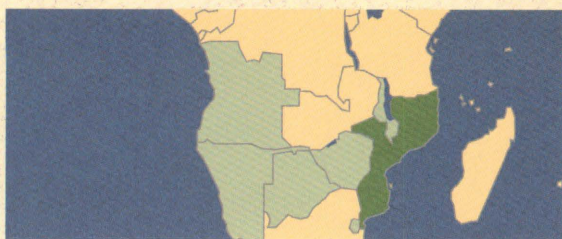
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Mozambique

Economic indicators

GNP per capita
90 ECU (1993)

Exports
174 222 000 ECU
(1994)
prawn
cashew nut

Debt service / exports
20.56% (1993)

Social indicators

Population growth rate
3.39% (1995)

Primary schooling rate
66.3% (1995)

Urbanization rate
31.24% (1993)

Independent since 1975, Mozambique is a vast maritime country with almost 3000 km of coast. The diversity of its climatic zones provides for a wide range of agricultural potential and promising mineral resources. Moreover, the country's situation in the region allows it to benefit from substantial sales of services to neighbouring landlocked countries.

After a long civil war, a peace agreement was signed in October 1992 and, with the agreement of all political parties, an election law was passed in 1993. 1994 saw the consolidation of the peace process through the holding of presidential and parliamentary elections and the establishment of a government that originated from a pluralist parliament.

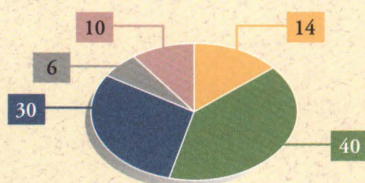
As a result of the end of hostilities, cooperation with the European Union saw a sharp decrease in emergency programmes and a significant increase in commitments for rehabilitation from Lomé IV. As for Lomé III, almost 100% of the National Indicative Programme (of ECU 160 million including the special debt programme) has been committed and the majority of projects are now being completed.

Actions decided under Lomé IV include support for the organisation of elections (ECU 22 million and support for the return to the country of displaced and demobilised persons as well as their reinsertion (ECU 11 million). In 1995 under the National Indicative Programme (ECU 170.6 million), a hospital system rehabilitation project was agreed, together with support for the National AIDS, for electricity generation and to develop tourism. Support for structural adjustment was also financed to the tune of ECU 30 million.

Moreover, European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been approved for a total of ECU 32.4 million, which add to the ECU 20 million loans also approved from the EIB's own resources.

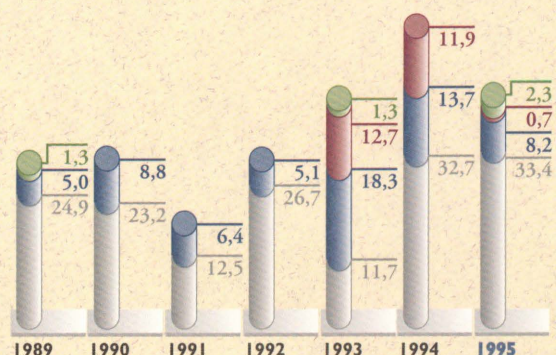
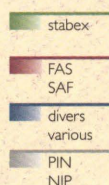
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7

paiement par instrument
payments by instrument





Namibia

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

824 290



1 688 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 820 ECU (1993)

Exportations
74 710 000 ECU (1994)
diamants
uranium

Service de la dette /
exportations
na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,24% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
118,9% (1995)

Taux d'urbanisation
35,2% (1993)

Pays côtier qui possède un des déserts les plus arides du globe, la Namibie est un Etat démocratique avec des élections à l'échelon national, régional et local, et une Constitution s'appuyant sur les principes des droits de l'Homme. La protection de l'environnement, qui est affirmée dans l'esprit comme dans le texte de la Constitution, est un enjeu majeur du développement de cette jeune nation.

Peu après son accession à l'indépendance, le 21 mars 1990, la Namibie est devenue le 69^{ème} Etat ACP en rejoignant la Convention de Lomé IV et, la même année, adhère également à l'ancienne SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe).

Avant l'indépendance du pays et durant la période de transition, la population de la Namibie a bénéficié d'une aide de l'Union européenne qui a représenté, du milieu des années 1970 à 1990, 65 millions d'écus provenant du budget de l'UE. Les actions ont été mises en œuvre dans les domaines de l'aide alimentaire, de la formation, du développement des communautés de base, des microprojets et du cofinancement avec les ONG.

Sous Lomé IV, la Namibie bénéficie d'une aide de 50 millions d'écus de subventions et de 40 millions au titre des ressources du Sysmin. D'autres ressources prévues par la Convention de Lomé IV et dont le pays bénéficie – notamment les fonds régionaux – visent à répondre aux besoins de développement dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé, de l'emploi, du développement du commerce et du tourisme.

En outre, 6 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques et sont déjà engagés. Ce montant s'ajoute à celui des prêts approuvés sur ressources propres (23,8 millions d'écus).

La Namibie tire également parti des dispositions commerciales de Lomé IV, et tout particulièrement du Protocole sur la viande bovine, au titre duquel elle dispose d'un quota d'exportation vers le marché européen de 13 000 tonnes pour les années qui viennent.

Dans le cadre du programme spécial d'aide alimentaire lancé par l'Union européenne en 1992, afin de pallier la sécheresse affectant gravement plusieurs régions d'Afrique dont l'Afrique australe, la Namibie a reçu 15 000 tonnes d'équivalent-céréales en 1992 et 10 000 tonnes en 1996.

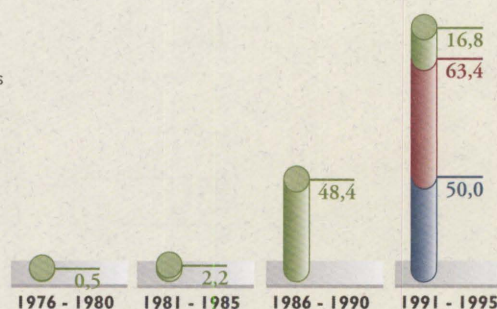
Finalement, l'Union européenne continue de soutenir activement la consolidation du processus démocratique en Namibie, dont le succès a été récemment démontré par la tenue d'élections présidentielles et législatives, en décembre 1994.

En outre 55,4 millions d'écus ont été engagés par la Banque Européenne d'Investissement pour financer notamment le secteur des infrastructures et de l'industrie.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

secteurs sociaux
social sectors

autres
others


Namibia

Economic indicators

 GNP per capita
1 820 ECU (1993)

 Exports
74 710 000 ECU (1994)
 diamonds
 uranium

 Debt service / exports
na/nd
Social indicators

 Population growth rate
3.24% (1995)

 Primary schooling rate
118.9% (1995)

 Urbanization rate
35.2% (1993)

A coastal country with one of the most arid deserts in the world, Namibia is a democracy with elections at national, regional and local level and a Constitution based on individual rights. Protection of the environment is a major consideration in the development of this young nation, reflecting the terms and spirit of the country's Constitution.

Following independence on 21 March 1990, Namibia became the 69th ACP State to join the Lomé IV Convention and, that same year, requested membership of the former SADCC (Southern African Development Co-ordination Conference).

Prior to and during the transition to independence, Namibia's population benefited from European Union assistance (ECU 65 million from the EU budget for the mid-1970s to 1990 period) for food aid, training, NGO cofinancing, community development and microprojects.

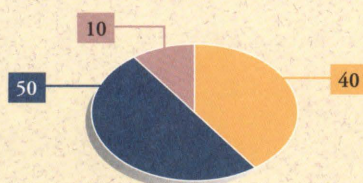
Under Lomé IV, Namibia benefits from an ECU 50 million grant and from ECU 40 million made available under the Sysmin provision. Other Lomé Convention resources, notably regional ones, have contributed additional funds to meet Namibia's development needs, which concentrate on agriculture and rural development, health, human resources, tourism and trade development in particular.

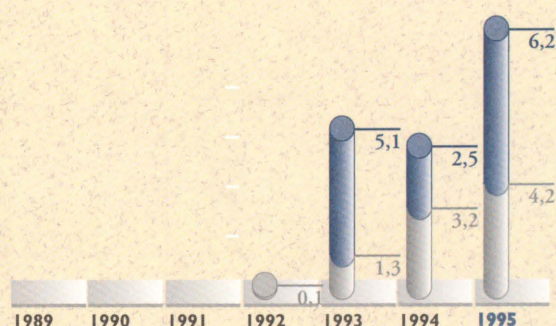
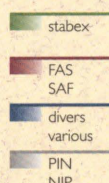
Moreover, ECU 6 million has been made available through the European Investment Bank's intervention in form of risk capital. This sum adds to the loans already approved from the EIB's own resources (ECU 23.8 million).

Namibia also benefits from the trade provisions of Lomé IV, particularly the Beef Protocol, through which an export quota of 13 000 tonnes to the European market is available for the coming years.

Namibia received 15 000 cereal-equivalent tonnes of emergency food aid under the 1992 special food aid Programme, launched by the European Union in response to the drought in Eastern and Southern Africa, followed by 10 000 tons in 1996.

Finally, the European Union continues to actively support the consolidation of democratic process in Namibia, the success of which has been recently demonstrated by the holding of Presidential and Parliamentary elections held in December 1994. In addition, ECU 55.4 million has been committed by the European Investment Bank for the financing of infrastructures and industry sectors.

**FED
EDF**
répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
 % of the total envelope

**FED
EDF** 4-5-6-7

 paiement par instrument
 payments by instrument




Niger

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 1 267 000

9 102 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
270 ECU (1993)

Exportations
114 608 000 ECU
(1994)

uranium 67%
bétail 14%

Service de la dette /
exportations
31,42% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,28% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
28,8% (1995)

Taux d'urbanisation
16,28% (1993)

Vaste pays sahélien enclavé, entouré par sept pays, le Niger est relativement peu urbanisé et son économie est dépendante du secteur rural qui emploie 80% de la population active. Le Niger figure parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant depuis 1960, le Niger s'était engagé, depuis les élections de 1993, sur la voie de la démocratie pluraliste. Ce processus et la cohabitation conflictuelle que celle-ci avait entraîné entre le président de la république et le premier ministre, ont été interrompus, fin janvier 1996, par un coup d'Etat militaire qui a conduit l'UE à suspendre pour 6 mois sa coopération avec ce pays, à l'exception de l'aide humanitaire et de celle profitant directement aux couches les plus pauvres de la population.

Après la croissance économique enregistrée de 1976 à 1981, grâce au développement du secteur de l'uranium, le Niger connaît depuis les années 1980 de sérieux déséquilibres des finances publiques et de la balance des paiements. Les réformes d'ajustement structurel dans lesquelles il s'était engagé pour faire face à ces déséquilibres avaient rencontré de sérieuses difficultés, qui semblaient en cours de résorption à la veille du coup d'Etat militaire. Ceci aurait dû conduire à la signature, début 1996, d'un nouveau programme de soutien à l'ajustement structurel avec les institutions de Bretton Woods et l'UE. La suspension de l'aide de cette dernière a empêché que soit signé jusqu'à présent le premier accord prévu dans ce contexte avec le FMI.

L'Union européenne a participé activement aux efforts de développement du Niger depuis le premier Fond Européen de Développement. Le Programme Indicatif National au titre du FED 7 de Lomé IV (137,2 millions d'écus) accorde la priorité au développement rural dans les régions pastorales et à la consolidation et l'extension de projets entrepris dans la région du fleuve Niger, dans la vallée de la Tarka et au sud de Zinder. Le programme mettait également l'accent sur le développement du secteur privé, la formation professionnelle, l'infrastructure des transports et la santé.

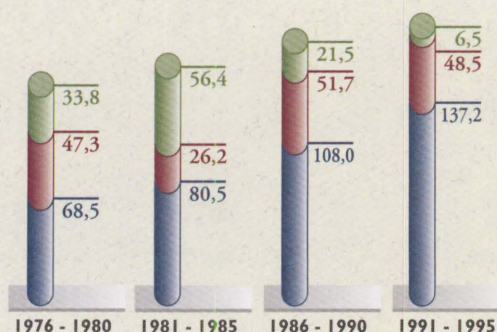
Au Programme Indicatif National s'était ajouté un soutien important (près de 13 millions d'écus) à la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement structurel. Le Niger a été également un important bénéficiaire du Sysmin.

En outre, 15,5 millions d'écus avaient été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

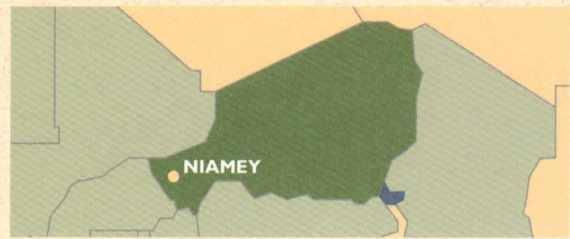
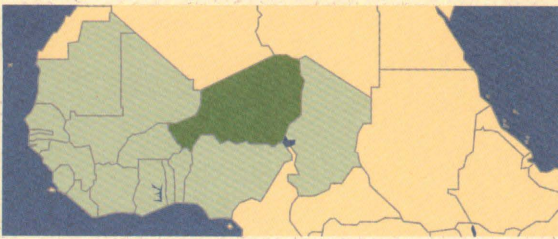
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Economic indicators	
GNP per capita	270 ECU (1993)
Exports	114 608 000 ECU (1994)
uranium	67%
livestock	14%
Debt service / exports	31.42% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.28% (1995)
Primary schooling rate	28.8% (1995)
Urbanization rate	16.28% (1993)

A vast landlocked Sahelian country with seven neighbours, Niger is relatively unurbanized. The country's economy is largely dependent on the rural sector, which employs 80% of the active population. Niger ranks among the poorest countries in the world.

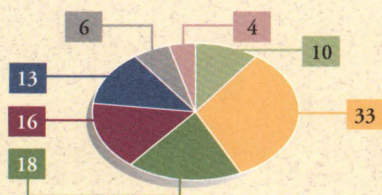
Independent since 1960, Niger became a multi-party democracy after elections in 1993. The process and the duo-conflicting system of government between the President and the Prime Minister ended in January 1996 following a coup d'Etat which led to a suspension of European Union aid for 6 months, except humanitarian aid given directly to the population. Following economic growth registered between 1976 and 1981, thanks to development in the uranium sector, Niger has suffered serious imbalances in its public finances and balance of payments since the 1980s. Structural adjustment reforms, undertaken by the country to face up to these imbalances, have encountered serious difficulties which seemed to be on the way to being reduced when the military coup occurred. This would have led to the signature of a new structural adjustment programme with the Bretton Woods Institutions and the European Union at the beginning of 1996. The suspension of this aid has to date prevented the signature of the first IMF agreement foreseen.

The European Union has actively participated in development efforts in this country since the first European Development Fund. The National Indicative Programme under the Lomé IV seventh EDF (ECU 137.2 million) has given priority to rural development in the pastoral areas, as well as to the consolidation and extension of projects under way in the River Niger region, especially in the Tarka Valley and south of Zinder. The programme also places an emphasis on the development of the private sector, professional training, transport infrastructure and the health sector.

Significant support (ECU 13 million) to the implementation of a structural adjustment programme has been added to the National Indicative Programme. Niger has also been an important recipient of Sysmin assistance.

Moreover, ECU 15.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7 paiement par instrument payments by instrument

